1er mai–30

A VENDRE—Une bonne cuisinière pour famille française allant de l'autre bord du Lac. S'adresser 346 Josephine, entre Prytania et St-Charles. 2 mai–3f

A VENDRE—Voiture de retour un wagon de beaux chevaux. Boulevard Exposition, à l'extrémité de la ligne des chars Prytanéo. Venez voir. Hill B os. 29 av–7 f

A VENDRE—Quatre machines Buckeye relativement neuves—15x18 cylindre. Volant (Fly wheel) 9 pieds x16 pouces face. Alguilles à Diague et cut-offs automatiques. Pour détails, s'adresser au bureau du Louisiana Electric Light Company, 52 rue Union. 1er mai—

Un fonds d'épicerie à bas prix. S'adresser au bureau de l'ABEILLE. 28avril—7f

A TRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Million distribué.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour les bonnes causes, et définitivement établie, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages de mois en mois simplement ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Renommée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit :

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. Ewell
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront tous les Lots gagnants dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

H. M. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank
P. LANAUX, Pres. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 MAI 1891.

GROS LOT:
$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

3,134 Lots se montant à $ 31,054,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 55 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPÉCIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ FRACTIONS,

Sur lesquels nous paierons tous les frais et toutes les dépenses d'express faits d'après les **BILLETS** et les **LISTES DE LOTS**, envoyés à nos correspondants.

Adresser à

PAUL CONRAD,

Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTES les Loteries, nous avons, pour satisfaire nos Corresponds, établi cet Express auquel nos correspondants ont pour envoyer les listes de lots, jusqu'à ce que les Tribunaux aient reconnu **les Droits comme Institution d'Etat**. Les articles postaux nécessaires continueront à livrer tout ce qui arrivera **DIRAIRES** adressées à Paul Conrad, mais on lui ferons parvenir les lettres **ENREGISTRÉES** aussitôt après.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, **sans frais aucuns.**

ATTENTION.—La charte actuelle de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane qui fait partie de la Constitution de l'Etat et qui en vertu d'un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis, est un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de la Loterie, restera en vigueur envers et contre tous, **CINQUANTE DE PLUS, JUSQU'EN 1895.**

La Législature de la Louisiane qui s'est ajournée le 10 juillet a voté à une majorité des deux tiers dans chaque Chambre pour soumettre au peuple, à une élection, si oui ou non la Loterie serait continuée de 1895 à 1929. L'opposition générale est que **LE PEUPLE SERA FAVORABLE A CETTE CONTINUATION.**

N. B.—Les billets pour le tirage du mois d'Avril, et les tirages suivants, porteront la signature de son nouveau président PAUL CONRAD.

Il y a tant de systèmes inférieurs et malhonnêtes à vendre sur le marché, pour lesquels les vendeurs regorgent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se protéger en insistant pour avoir des BILLETS DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et pas d'autres, s'ils veulent la chance du lot gagnant.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente du contenu, installations, etc., d'une buvette de première classe, meubles, bail, etc.

F. J. Zaeringer vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,797.—En vertu d'un ordre de vente, en date du 24 avril 1891, adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, sur les lieux le No 1 rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine, à 10 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Au local, No 116 rue Commerce.

1° Tout le contenu, installations etc., de la buvette connue comme le "Sazerac," consistant d'un grand assortiment de vins, liqueurs, whiskey, cristallerie, verrerie installations de bar etc, comptoir, miroirs, meubles, etc., conformément à un inventaire.

2° Le terme non expiré du bail du dit local, connu comme le "Sazerac Saloon," loué à raison de $250 par mois, payable mensuellement expirant le 30 septembre 1891, et en cas que le dit bail ne rapporte pas une rente, la vente offre pour droit d'occupation du dit local à partir du jour de la vente jusqu'au 30 septembre 1891.

Conditions—Comptant sur les lieux.

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

26 avril—25 29—mai 2 6

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de George A. Oakes.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 32,822—Division A.—Attendu que George A. Oakes a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu George A. Oakes, et attendu qu'il paraît par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

30 av–30—mai 5 9

Succession de Martin Wyse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,237—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont, pourquoi le compte présenté par Alice Wyse, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

30 avril—30—mai 5 9.

Succession de Mme Christian Hambrecht.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,778—Division E.—Attendu que Frederick Loeber a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Christian Hambrecht, et attendu qu'il paraît par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

23 28—2 mai

A. Tyler's Son vs Louis E. Tyler vs ses créanciers.

CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 31,873—Division C—Est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes d'avoir à déduire, dans les dix qui suivront la présente notification, les (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Louis E. Tyler, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait approuvé et homologué et les dividendes conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

26 av—29 30—mai 5

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,726—Division "E"—Jean Sambola ve ses créanciers.—Qu'une cession des biens du pétitionnaire comme membre de la raison ci-devant existant entre Alvin C. Leeds, Jacob Sambola et Jean Sambola, sous le nom de Furniture Manufacturing Company, et comme successeur de la dite raison individuellement soit et est par la présente acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et soit et demeure définitivement homologué par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et que cette cession soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart, notaire, le Jour de mai 1891, à 11 heures A. M., pour le dit immobilier leur permettre de voir à l'état de ses affaires, obtenir d'eux par vote secret, à la majorité en valeur et en nombre, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaire soit considérées par ledit syndic nécessaires, et de donner toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que M. C. Elliott, Esq., avocat, soit nommé pour les créanciers absents.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 24 avril 1891.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député-Greffier.
avril—31 au 28 mai

Brice Sombre vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 32,029—Division B—Par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte présenté par Brice Sombre, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

23 28—2 mai

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 32,798—Division B—Succession de David Hennessy.—Attendu que Mme Mary A. Syme, femme de Frederick J. Syme, une résidente de la ville et district de New Iberia, Louisiane, a fait application à cette Cour, pour l'autorisation de prendre possession de l'héritier de feu David Hennessy, décédé, appartenant au dit mineur.

A ces causes et ledit Syme à qui cela peut concerner à raison dans les trente jours de la présente ordonnance pourquoi l'autorisation de la dite gardienne ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 1er avril 1891.

HUGUES J. LAVERGNE,
Député greffier.

21 av 30j

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,972—Division D.—Ordre de Cour.—Edward Wessa vs ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers convoquée et tenue pardevant J. Barnett, Esq., notaire, en son bureau, 42 rue du Camp, en cette ville, le MERCREDI, 6me jour de juin 1891, dans le but de voter sur la vente de la propriété remise en affaire et de fixer les termes et conditions de vente et sur toutes autres affaires qui pourront être soumises.

Ce 24e jour d'avril 1891.

[Signé] N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député-Greffier.
mai—3 f au 3 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans.—No 32,797—Division A.—Ordonnance vs ses Ordre de Cour—Qu'une cession des biens du pétitionnaire F. J. Zaeringer soit et est acceptée par la Cour pour le bénéfice de ses créanciers, et soit et demeure définitivement homologué par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et que cette cession soit convoquée et tenue pardevant W. C. Black, notaire, le Jour de mai 1891, à 11 heures A. M., pour le dit immobilier leur permettre de voir à l'état de ses affaires, obtenir d'eux par vote secret, à la majorité en valeur et en nombre d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaire soit considérées par ledit syndic nécessaires, et de donner toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que E. Howard Carrière, Esq., avocat, soit nommé pour les créanciers absents.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 24 avril 1891.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député-Greffier.
mai—3 f au 3 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,797—Division E.—Joaquin Sambola ve ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Joaquin Sambola soit par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné réunion des dits créanciers soit convoquée pardevant Marcel T. Ducros, Esq., notaire, en son bureau, No 138 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891 pour délibérer sur les affaires du dit débiteur, élire un syndic, voter pour ou contre le pétitionnaire pour sa décharge et sur toutes autres affaires qui pourront être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que M. C. Elliott, Esq., avocat, soit nommé pour représenter dans cette affaire les absents.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 20 avril 1891.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député-Greffier.
2 au 2 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans.—No 32,795—Division A.—Ordre de Cour—Qu'une cession des biens du pétitionnaire F. J. Zaeringer soit et est acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné que cette cession soit convoquée et tenue pardevant G. Wenck, esq., notaire, en son bureau, 126 rue Commerce, en cette ville, JEUDI, le 7me jour de mai 1891, dans le but de prendre connaissance de l'état des affaires du dit débiteur, d'élire un syndic et de voter sur la décharge du dit pétitionnaire et sur toutes autres affaires qui pourraient légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 17 avril 1891.

[Signé] ALBERT TOORIES, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député Greffier.
2 au 2 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,794—Division E.—Joaquin Sambola ve ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Joaquin Sambola soit par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné que cette réunion des dits créanciers soit convoquée pardevant Marcel T. Ducros, Esq., notaire, en son bureau, No 138 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891 pour délibérer sur les affaires du dit débiteur, élire un syndic, voter pour ou contre le pétitionnaire pour sa décharge et sur toutes autres affaires qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que E. A. Luminais, Esq., avocat, soit nommé pour représenter dans cette affaire les absents.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 20 avril 1891.

[Signé] ALBERT TOORIES, Juge.

Pour copie conforme :
D. RANKIN, Député Greffier.
21 au 25 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE District pour la Paroisse d'Orléans—No 32,795—Division E.—Joaquin Sambola ve ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Joaquin Sambola soit par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné que cette réunion des dits créanciers soit convoquée pardevant Marcel T. Ducros, Esq., notaire, en son bureau, No 138 rue Gravier, en cette ville, le LUNDI, 25me jour de mai 1891 pour délibérer sur les affaires du dit débiteur, élire un syndic, voter pour ou contre le pétitionnaire pour sa décharge et sur toutes autres affaires qui pourront légalement être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que E. A. Luminais, Esq., avocat, soit nommé pour représenter dans cette affaire les absents.

Ainsi fait et donné à la Nouvelle-Orléans, ce 20 avril 1891.

[Signé] THOS. C. W. ELLIS